

LA REFLEXION KEYNESIENNE DANS UNE ECONOMIE  
FERMEE (AUTARCIQUE) EN RECESSION :  
LES ARCANES DU MULTIPLICATEUR.

## AVANT-PROPOS

Dès 1929, la doctrine keynésienne est devenue le principal fil conducteur de plusieurs économies, qui autrefois étaient classiques. Les activités économiques s'accroissent et se diminuent aussi, dans les deux circonstances, il y a toujours eu des mesures économiques qui ont été mises en exergue pour arriver à telle ou telle phase. La situation macroéconomique d'un pays, soit l'expansion ou la récession, renferme plusieurs causes et solutions que chaque économiste pourrait analyser et suggérer les remèdes suivant son opinion ou son appartenance idéologico-économique (Classiques, Monétaristes, Keynésiens etc.). Dans le souci de vulgariser la théorie Keynésienne dans le monde scientifique en général et économique en particulier, cet article revêt une importance significative d'autant plus que, non seulement il retrace la théorie générale de Keynes en ses grandes lignes, mais encore à l'aide d'un exemple chiffré, il démontre les rôles des politiques économiques Keynésiennes pendant la période de baisse de l'activité économique ainsi que le rôle mystérieux du multiplicateur. A ce titre, cet article apparaît comme un condensé de la théorie Keynésienne avec des chiffres à la pointe. Dans cet article, nous n'avons pas tenu compte des facteurs environnementaux, sociaux, financiers, politiques..... qui peuvent d'une manière ou d'une autre occasionner la récession économique.

### I. INTRODUCTION

Le choix des outils macroéconomiques demeure, pour les économistes et les pouvoirs publics, une source de prospérité et de malheur. Un pays peut connaître les années grasses, tout comme il peut traverser les années maigres. Pendant l'opulence économique, tout le monde se frappe la poitrine ; lorsqu'une décroissance économique légère surgit, on doit évidemment s'attaquer, ou recourir au contrôle de la politique économique qui était mis en exergue pour voir là où les instruments macroéconomiques usés ont échoué. La Récession économique se maintient un sujet le plus abordé aussi bien chez les profanes que chez les économistes de tout bord, dans leur discussion, il en est résulté tant des explications, des origines et des aboutissements parmi lesquels, nous vous présentons dans l'article présent, les merveilleuses issues de l'analyse Keynésienne d'une économie autarcique en baisse. Au vu de ce qui précède, il s'avère nécessaire de se questionner, pourquoi donc les récessions économiques surviennent-elles ? La fermeture économique d'un pays n'en constitue-t-elle pas l'une des origines ?

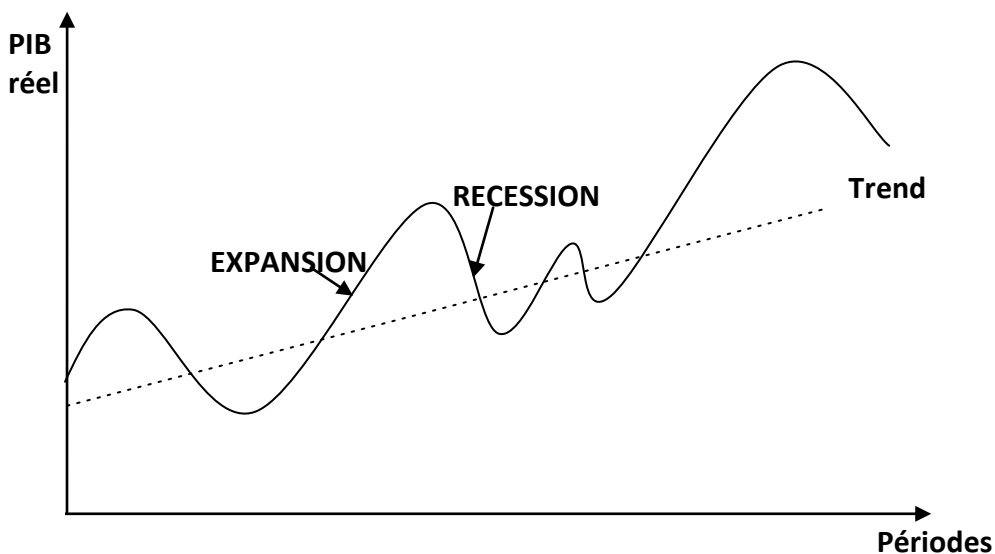
Comment peut-on passer d'une situation de décroissance à une situation de rayonnement économique ?

A ces questions, les dialectiques économiques y accèdent avec tant des théories que d'autres viennent à vain envenimer la situation périlleuse d'une économie. Quant aux économistes, adeptes du Keynésianisme et du Néo-Keynésianisme, pensent que les barrières économiques (commerciales) ne constituent pas un empêchement à sa croissance, sinon l'ouverture en serait déjà un remède. La prévision en baisse de la demande effective par les entrepreneurs fait subir à l'économie des affaissements considérables, qui obligeront les pouvoirs publics à intervenir par ses moyens notamment le budget, la monnaie (en court terme) pour relancer l'économie.

## II. COMPREHENSION DES VOCABLES

La fluctuation constitue un fait indissociable de la survie de toute économie ; elle est permanente et s'observe à chaque temps. Les économistes se servent d'elle pour étudier les capacités des politiques économiques ainsi que leurs instruments à agir sur l'économie. A l'instar de l'être humain, l'économie comporte également les phases de la vie observables, notamment l'Expansion, la Récession, la Dépression etc.

Figure.1. les cycles de vie économique



Source : Dr. Théodore Kabore, Economie générale.

La croissance se distingue du trend qui concerne toute tendance d'une variable de long terme qu'elle soit croissante, constante ou décroissante. L'expansion représente la croissance de la production à court ou moyen terme. Elle peut donc être réversible. La récession est le ralentissement de l'activité économique. On parle de dépression quand la récession est sévère.

En succinct, en se servant de la figure.1, on sous-entend par l'expansion, une montée (augmentation) de l'activité économique caractérisée notamment par l'accroissement plus ou moins grand du Produit Intérieur Brut (PIB) ; à l'inverse de l'expansion, lorsqu'il y a le ralentissement ou la baisse de l'activité économique qui fait apparaître une réduction en volume ou en valeur du PIB, une diminution consécutive soit de deux trimestres successifs suivant le critère proposé par l'OCDE du PIB, ce phénomène est qualifié au nom de la « récession ». Il sied de noter que les phases citées dans le graphique ci-haut Figure.1, s'observent dans une économie fermée, comme dans une économie ouverte. S'agissant le taux de la pénétration économique d'un pays, il convient de différencier sur ce sujet, l'économie fermée de l'économie ouverte ; la première ne commerce pas avec l'extérieur, par contre la seconde a des relations économiques et commerciales avec le reste du monde, elle importe et exporte les biens et services ainsi que les capitaux.

### III. LES CARACTERISTIQUES D'UNE ECONOMIE FERMEE EN RECESSION

Il importe sur ce point, de mettre en lumière qu'une économie fermée, comme nous l'avons vu dans le point précédent, c'est une économie qui vit en autarcie et par conséquent qui pratique l'autoproduction ; contrairement à celle ouverte où le reste du monde importe et exporte les biens et services. Cette ouverture s'accompagne généralement de mesures de libération économique. Néanmoins, dans la pratique aucune économie n'est complètement fermée, car aucun Etat ne possède les moyens de satisfaire tous les besoins de sa population. La fermeture économique dont il est question dans le présent contexte, renvoie en une situation dans laquelle les pouvoirs publics interviennent aux activités économiques du pays, l'accès sur les marchés comporte plusieurs exigences qui fatiguent les agents économiques extérieurs d'y accéder ; c'est-à-dire les barrières à l'entrée sont considérables. D'où Pour les économistes libéraux, la réglementation de l'économie par l'action du pouvoir public est la phase antérieure de sa fermeture, c'est ainsi qu'il n'y aura pas les importations et les exportations.

#### A. Les Accusations Néo-classiques

Dès son existence, la science économique a toujours fait l'objet d'éventuelle alternative, lorsqu'une partie dit oui à un sujet, l'autre partie ne le concède pas.

Dans l'économie moderne, deux courants de pensée dominant à savoir, le courant libéral et le courant keynésien, quoi que plusieurs d'autres courants aient existés, les

économistes n'en tiennent pas vraiment compte. Dans le courant libéral, on a des classiques et des néo-classiques, ces derniers, partant de la logique de l'offre, qui a comme soubassement la microéconomie, n'ont jamais souhaité une tentative de clôture économique d'un pays, ils accusent la fermeture économique d'être à la base des chocs négatifs (récession) épiés dans presque beaucoup des pays du monde. Ils reviennent de nouveau condamner l'action ou l'intervention du pouvoir public dans la sphère économique, en notifiant que, l'Etat au canal de ses outils entre autre le code du travail, le SMIG et les libertés syndicales, intercale la flexibilité de prix, qui est le salaire au marché de travail, à agir comme élément régulateur automatique entre l'offre et la demande du travail. Ils eurent instauré le système de laissez-faire et laissez-passer.

### B. Le Bilan de la Récession : les causes et les conséquences

Les récessions sont susceptibles d'être causées par une augmentation sur la base large des taux d'intérêt ou d'une perte de confiance des consommateurs. Certains économistes y ajoutent que ce sont les chutes de la bourse qui provoquent la récession. Quand le taux d'intérêt augmente, cela entraîne aussi l'augmentation de l'offre des fonds prêtables, les possesseurs de fonds désirent bel et bien les placer, puisque le placement est devenu fructueux ; de l'autre côté, la demande des fonds prêtables diminue, les investisseurs ne veulent pas emprunter de l'argent suite à un coût élevé de son remboursement dû à un taux d'intérêt élevé ; en refusant d'emprunter pour investir, les investissements diminuent en affectant également la production des entreprises en baisse, ce qui fera baisser le revenu national. Les causes sont nombreuses.

Les incidences économiques provoquées par la récession sont de l'ordre micro et macro-économique. Pendant la période de récession, le taux de chômage s'élève, le déséquilibre entre l'offre et la demande : des biens et services sur le marché réel, de monnaie sur le marché monétaire et du travail sur le marché du travail. Il y a diminution des investissements, voire refus d'investir. La récession documente une baisse de profit, et une inflation haut de gamme.

## IV. LES REFLEXIONS KEYNESIENNES PROPREMENT DITES

Avant d'entrer en la matière, il s'avère important de dire que, il y a un certain nombre de stratégies qui peuvent être mises en œuvre pour aider un mouvement d'économie de la récession. La stratégie adoptée et appliquée varie et dépend du type de système économique et l'analyse suivie par les décideurs du pays. L'analyse macroéconomique Keynésienne débute dans l'idée selon laquelle l'économie est

toujours en déséquilibre, il y a sous-emploi. Elle estime qu'on peut avoir un revenu d'équilibre, mais ce revenu sera qualifié de sous-emploi, puisque dans le marché réel, qui est celui des biens et services, il peut y avoir l'équilibre entre l'offre et la demande des biens et services, mais sur le marché du travail, il y a du chômage, c'est-à-dire une partie des chercheurs d'emploi ne trouvent pas du boulot, dans ce cas, il y a inégalité entre l'offre et la demande du travail ; à ce problème, l'analyse Keynésienne suggère l'intervention de l'Etat par les outils qui lui sont propres, à savoir les politiques économiques, dans la sphère économique pour rétablir les équilibres entre les grandeurs macroéconomiques.

#### A. La Défaillance de laisser-faire et la nécessité de l'intervention de l'Etat

De nombreux courants économiques ne considèrent qu'une économie de marché parfaitement concurrentielle permette une allocation optimale des ressources. Des marchés parfaitement concurrentiels permettent aux agents économiques de se coordonner librement et de prendre les décisions les plus efficaces. Dans certaines circonstances, les mécanismes de marché fonctionnent mal. L'action de l'Etat est alors légitime. L'existence de défaillances de marché donc imparfait explique la nécessité de l'intervention publique. L'Etat assure une mission de régulation et de stabilisation conjoncturelle. Les mécanismes de marché sont parfois incapables de conduire l'économie au plein-emploi. Une partie des ressources est inutilisée et une partie de la population est au chômage. La théorie Keynésienne parle de rigidité des marchés. Les imperfections des marchés conduisent l'Etat à lutter contre les fluctuations économiques.

#### B. Face à la récession

La récession est un phénomène économique observé à court terme, lorsqu'elle se prolonge d'années en années jusqu'à atteindre un taux négatif dans une économie, cette dernière parvient à la dépression. C'est une situation qui déprime la couche économique d'un pays ou d'une région, bien entendu à court terme. Les agents économiques notamment les entreprises et les ménages se sentent menacer dans leurs perspectives économiques, et leurs habitudes économiques quotidiennes changent. En se voyant perturbé par la récession, les agents économiques peuvent entreprendre les anticipations des certaines variables macroéconomiques comme les investissements, la consommation....., prévoyant une future baisse et vont adopter un comportement économique qui peut nuire à la politique économique de relance menée par le gouvernement. Les politiques économiques de l'Etat qui cherchent à rétablir la situation économique à la normale à court terme sont appelées « les politiques conjoncturelles ».

Les politiques conjoncturelles sont nombreuses, mais les plus utilisées sont :

- La politique Budgétaire
- La politique Fiscale
- La politique Monétaire
- La politique de revenu ou des transferts ➤ La politique de change etc.

Suivant l'exemple ci-dessous, nous passerons en revue de quatre premières politiques conjoncturelles citées précédemment sous un angle Keynésien.

Exemple : soit une économie fermée fictive, dans laquelle le revenu national (PIB) a chuté au courant de deux trimestres successifs de 1,5% et de 2% qui est le revenu d'équilibre actuel dont les paramètres macroéconomiques comportent les caractéristiques présentes :

La fonction de consommation est de  $C=0,8Y+3000$ , les investissements  $I=7000$ , la part des revenus des transferts  $R=4500$ , les dépenses publiques sont de l'ordre de  $G=5000$ , la fonction des taxes étant de  $T=0,3Y+3000$ . Les investissements, les dépenses publiques et les revenus de transfert ne dépendent pas du revenu, ils sont donc autonomes.

Le revenu de plein-emploi pour cette économie étant de 40.000\$, il convient d'ajouter en outre que, la fonction de production associée à cette économie sur le marché de travail est  $Y=160\sqrt{N}$ , dans laquelle la population totale est de 89.286 personnes, dont la population active représente 70% de cette population totale.

1. Calculez le revenu d'équilibre et le pourcentage du chômage lié à ce revenu.
2. Utilisez les politiques conjoncturelles pour atteindre le revenu de pleinemploi, enfin qu'il n'y ait pas du chômage.

#### RAPPEL

Selon la théorie Keynésienne, dans une économie fermée sans l'Etat, le revenu national  $Y=C+S$  (1), comme l'épargne sert à l'acquisition des nouveaux matériels durables que nous qualifions comme INVESTISSEMENT, le revenu national change de variable et devient :  $Y=C+I$  (2), c'est pour cela dans une économie fermée, l'équilibre comptable qui existe entre l'épargne et l'investissement est respecté ( $S=I$ ). Lorsque l'Etat intervient dans l'économie avec ses dépenses publiques qui s'incorporent dans la demande effective, le revenu national change  $Y=C+I+G$  (3). comme nous pouvons le savoir que la fonction de consommation se compose

d'une partie qui est incompressible, c'est-à-dire qu'elle ne dépend pas du revenu disponible notée  $C_0$ , et de l'autre partie qui est étroitement liée du revenu disponible, elle est aussi appelée consommation induite et notée  $cY_d$   
 $Y = C_0 + cY_d + I + G$  (4)

$$Y = C_0 + c(Y - T + R) + I + G$$
 (5)

Avec  $T$  les impôts,  $R$  les revenus des transferts,  $N$  le nombre de la population active.

### Résolutions

1. Nous calculons directement le revenu national à partir de la formule de l'équation (5)

$$Y = 3000 + 0,8(Y - 0,3Y - 3000 + 4500) + 7000 + 5000$$

$$Y = 0,8(0,7Y + 1500) + 15.000$$

$$Y = 0,56Y + 1200 + 15.000$$

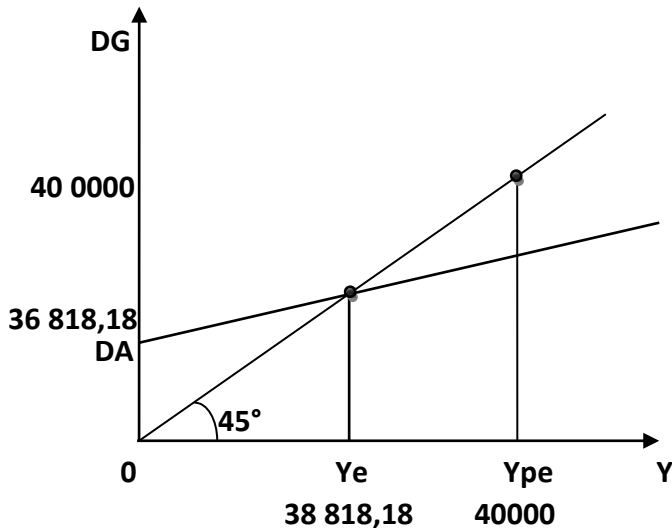
$$Y - 0,56Y = 16.200$$

$$0,44Y = 16.200$$

$$Y = 16.200 : 0,44 = 36\,818,18$$

Sur le marché du travail, la population active est de 62 500 soit 70% de la population totale ; avec un revenu national de 36 818,18, le taux du chômage est de 15,27% soit 9547,72 personnes de la population active sont au chômage. Comme nous l'avons signalé plus loin, le chômage désigne la situation dans laquelle une partie de la population active peut et souhaite travailler mais n'est pas employée. Il traduit donc la sous-utilisation des ressources humaines disponibles, le sous-emploi d'une partie de la population active.

Voici le graphique assimilé à cette situation :



#### ❖ La politique Budgétaire et Fiscale Keynésienne

La politique budgétaire est l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics, relatives aux dépenses et aux recettes de l'Etat (le budget), visant à atteindre certains équilibres et objectif macroéconomiques. Par contre, la politique fiscale, est la manière dont un Etat procède pour la récolte des impôts ; la politique fiscale est souvent confondue avec le vocable fiscalité, qui est un système de contributions obligatoires prélevées par l'Etat, le plus souvent sous forme d'impôts, pesant sur les personnes, les entreprises et les biens. Ici, il sied de signaler que les Etats usent simultanément de la politique budgétaire et fiscale lorsqu'ils cherchent un équilibre perdu. La politique budgétaire désigne l'ensemble des actions des pouvoirs publics sur le budget de l'Etat. En ajustant son budget, l'Etat recherche deux soldes : soit le solde conjoncturel et le solde structurel. Dans notre cas, c'est le solde conjoncturel qui nous intéresse, car il est une variation des recettes et des dépenses publiques liées à la conjoncture. Le solde budgétaire conjoncturel peut être excédentaire, équilibré et déficitaire. Dans une période de récession, le gouvernement devrait entamer la relance conjoncturelle ; la politique budgétaire et fiscale permettra de relancer l'activité économique, les autorités peuvent décider d'augmenter les dépenses ou de réduire les impôts pour cette raison :

-l'Effet multiplicateur : ces dépenses publiques viennent s'ajouter aux composantes de la demande globale (consommation et investissement privé) et génèrent en plus des revenus supplémentaires pour les agents qui vont donner lieu à de nouvelles dépenses et de nouveaux revenus. A titre de rappel, le multiplicateur n'est rien que le coefficient qui sera multiplié à toute variation positive ou négative d'une composante de la demande globale (C, I, G). Dans une économie fermée, le multiplicateur est égal à  $1/1-c$  ou  $1/s$ .

Parlant de l'ampleur de la relance dans une économie en récession, elle dépend des instruments budgétaires utilisés et des modalités de financement.

- Si la hausse des dépenses publiques est financée par une hausse des prélèvements obligatoires, la relance se limite au montant des dépenses. L'effet multiplicateur est égal à un seulement.
- S'il s'agit d'une baisse des prélèvements obligatoires, l'ampleur de la stimulation est plus forte car les agents peuvent alors consommer et investir davantage.
- L'effet multiplicateur est plus fort encore si la hausse des dépenses n'est pas financée par des impôts mais par un recours à l'emprunt (budget en déficit).

Sur ce troisième, il est important de noter que, la politique de relance conjoncturelle Keynésienne au sujet de la politique budgétaire, soutient un résultat budgétaire déficitaire ; en effet, Keynes estime que l'existence d'un déficit budgétaire pouvait s'accorder avec des principes de saine gestion, dès lors qu'il est utilisé dans un souci de soutenir une activité ralentie. Lorsque les dépenses excèdent les recettes, cet écart négatif peut être couvert par l'emprunt, et dans ce cas, le multiplicateur sera plus élevé et plus efficace. C'est ainsi que parfois la politique budgétaire Keynésienne est aussi appelée la politique du déficit. La régulation de la conjoncture visée par la politique budgétaire peut s'opérer dans un sens expansionniste, mais aussi dans un sens restrictif. Lorsque le gouvernement réduit les taux d'imposition, ou lorsqu'il augmente les dépenses publiques, dans le but par exemple de stimuler la demande, on parle de politique budgétaire expansionniste. Lorsque, au contraire, il alourdit la fiscalité ou réduit les dépenses publiques (par exemple pour répondre à une situation d'inflation ou de déficits extérieurs importants), on parle de politique budgétaire restrictive.

Les instruments de la politique budgétaire et fiscale sont nombreux. Du côté des recettes, le gouvernement peut utiliser l'arme fiscale. En agissant sur le niveau de l'imposition directe qui frappe les ménages (comme l'impôt sur le revenu) ou les entreprises (l'impôt sur les sociétés), ou sur le niveau des impôts indirects tels que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou encore sur le montant des prélèvements obligatoires, la politique budgétaire exerce une influence sur le comportement des agents économiques.

Avec notre exemple, nous aurons :

Pendant la récession, la politique budgétaire expansionniste est plus efficace que la politique fiscale, l'Etat devrait augmenter ses dépenses de : le revenu de pleinemploi est supérieur à celui d'équilibre, nous assistons à un écart déflationniste ;

$$40.000 - 36\,181,18 = 3\,818,82$$

Le multiplicateur associé à ces paramètres est de 2,27 ;

$$\Delta Y = k \cdot \Delta G \quad 3\,818,82 = 2,27 \cdot \Delta G$$

$$\Delta G = 3\,818,82 : 2,27 = 1\,682,30$$

Il sied de noter que, dans le cas présent, que nous n'allons pas évoquer les incidences provoquées par une politique budgétaire expansionniste. Donc si le gouvernement ses dépenses publiques de l'ordre de 1400 soit 28%, le revenu atteindra son point maximum (plein-emploi), dans le marché du travail, seuls les chômages volontaire et naturel vont persister.

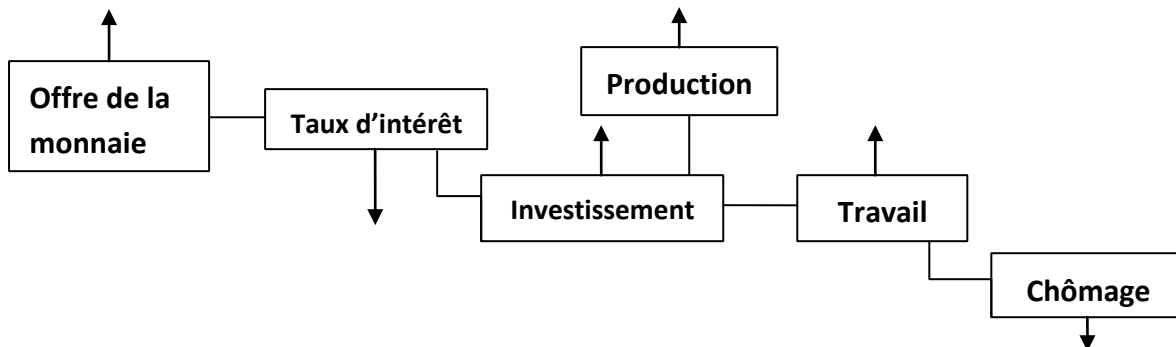
#### ❖ La politique Monétaire keynésienne

Elle est l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics, et notamment la banque centrale, visant à faire varier la quantité de monnaie présente dans l'économie afin d'agir indirectement sur la valeur de la devise nationale, sur la production, l'investissement, la consommation et l'inflation. Cette politique a connu très tôt un premier fondement théorique avec la Théorie Quantitative de la Monnaie (TQM), apparu au XVIIème siècle lors de l'afflux des métaux précieux en Europe. Cette analyse, par ses hypothèses, énonçait l'inefficacité de la politique monétaire sur l'activité économique réelle, mais elle a été critiquée par les Keynésiens, qui montraient alors que cette politique pouvait être efficace dans certaines circonstances, puis reprise et renouvelée par les analyses monétaristes récentes. Nous essayons de retracer ici les principaux éléments de la politique monétaire en générale et Keynésienne en particulier, elle sera approfondie dans l'article à venir. Il vaut mieux de signaler que les données de notre exercice, n'exhibent pas le marché financier, ce pour cela l'inflation est nulle.

Contrairement aux Néo-classiques, les Keynésiens, en revanche, considèrent que la cause de l'inflation n'est pas nécessairement monétaire et une hausse importante de la quantité de monnaie ne produit pas automatiquement de l'inflation. Elle peut contribuer à créer du pouvoir d'achat supplémentaire dans une économie où les capacités de productions sont en partie inemployées pour cause de chômage et de faible augmentation des revenus. Dans certains cas, la politique d'accroissement de la masse monétaire peut provoquer une stimulation de l'activité économique et être

ainsi justifiée a posteriori, sans pour autant qu'une quelconque hausse des prix ne se manifeste.

Figure.2. Schéma du résultat de la politique monétaire Keynésienne



**EXPLICATION DU SCHEMA :** lorsque le gouvernement augmente l'offre de la monnaie qui est autonome et exogène dans l'économie, cet accroissement de la quantité de monnaie sur l'économie fait baisser le taux d'intérêt, ainsi les investissements s'accroissent, les investisseurs empruntent davantage l'argent pour investir. Cet argent emprunté, servira à l'achat des nouveaux matériels de production qui vont créer les nouveaux postes d'emploi. Les entreprises vont accroître leurs capacités productives et embaucheront plus des personnes, ce qui conduira à la baisse du chômage.

### Les instruments de la politique monétaire

Ils permettent à la banque centrale de contrôler la liquidité bancaire dont ont besoin les banques commerciales pour accorder des crédits. Les banques centrales disposent de plusieurs armes pour mettre en œuvre la politique monétaire correspondant à leurs objectifs. Ainsi, on distingue :

-les opérations d'Open-Market : elles modifient les conditions du crédit, l'open Market consiste pour une banque centrale, à acheter ou à vendre des titres sur le marché ouvert.

-les taux de réescompte : c'est l'instrument de la politique monétaire le plus utilisé, puisque les banques ordinaires doivent se refinancer auprès de la banque centrale (acheter de la monnaie dont elles ne disposent pas en quantités illimitées), elles sont obligées d'accepter le coût de ce refinancement qui varie en fonction de la politique définie par les autorités monétaires. En augmentant ce coût, le taux de réescompte, celles-ci amènent les banques à augmenter leurs propres taux d'intérêt auprès de

leurs clients, ce qui ralentit l'activité de crédit (l'effet in verse est observé si l'on baisse ce coût).

-les réserves obligatoires : la banque centrale joue sur le taux de réserve obligatoire pour diminuer ou augmenter la liquidité financière des banques ordinaires.

Quant aux canaux de transmission de la politique monétaire, ils permettent de déterminer l'influence de la politique monétaire sur la croissance du PIB. Ils sont au nombre de trois, mais nous nous allons que les deux canaux les plus utilisés à savoir :

➤ Le canal du taux d'intérêt

Keynes estime que, lorsque la banque centrale met en œuvre une politique monétaire expansionniste, elle baisse ses taux d'intérêt directeurs, ce qui réduit le coût du capital et donc stimule l'investissement.

➤ Le canal du taux de change

La généralisation des taux de change flexibles a entraîné une relation de dépendance directe entre taux d'intérêt et taux de change. Une hausse des taux de la banque centrale attire les capitaux étrangers, les investisseurs échangent leurs monnaies contre les monnaies nationales. La valeur de la monnaie nationale augmente et les monnaies étrangères se déprécient. Cela pénalise la balance commerciale, et inversement lorsque la banque centrale réduit des taux.

❖ La politique des revenus

En période de récession, la consommation diminue, l'Etat peut utiliser ses transferts vers les ménages pour accroître leur pouvoir d'achat. Néanmoins, cette politique reste marginale et peu usité, puisque l'autorité publique pour accroître le pouvoir d'achat des agents économiques, utilise la politique monétaire en combattant l'inflation. Notons que la régulation du déséquilibre macroéconomique par l'action de la politique des transferts n'aboutit pas à cent pourcent au revenu de pleinemploi ou à l'objectif voulu. Nonobstant ces insuffisances, elle demeure l'une des politiques conjoncturelles, la plus utilisée dans le pays où l'on constate un découragement chez les ménages, suite à une baisse du pouvoir d'achat. Cette politique n'a pas vraiment un grand impact sur l'économie réelle pour modifier les conditions macroéconomiques.

## 5. conclusion

En résumé, l'univers économique ne peut pas être représenté par un ensemble fini de situations possibles et la connaissance des agents est limitée. La théorie Keynésienne demeure une source d'inspiration de plusieurs politiques macroéconomiques. Elle est aujourd'hui considérée comme un mode de gestion économique efficace, et répond aux problèmes fondamentaux de l'économie à savoir l'inflation, le chômage, la crise etc. la doctrine keynésienne est une mosaïque des principes caractérisée par une prédominance basée sur la demande effective. Dès sa genèse, son application dans des situations économiques difficiles s'avère importante. Pendant la période de la récession, le Keynésianisme exige :

- Sur la politique budgétaire et fiscale, une politique budgétaire expansive, donc l'Etat devrait augmenter ses dépenses pour stimuler la demande. En augmentant ses dépenses publiques, le budget de l'Etat devient déficitaire, d'où la politique du déficit.
- Sur la politique monétaire, l'Etat augmente l'offre de la monnaie, cette disponibilité excessive de la monnaie dans l'économie conduit à la baisse le taux d'intérêt en favorisant la demande des fonds prêtables (investissement), ensuite, cet accroissement des investissements fait accroître également le revenu national et achète des nouveaux équipements de production en créant les nouveaux postes de travail, et enfin, on observe une baisse du taux de chômage.
- Sur la politique de revenu, le gouvernement stimule la demande et augmente la consommation des agents économiques notamment les ménages en augmentant les revenus secondaires pour accroître leur pouvoir d'achat.

Donc, toutes les stratégies Keynésiennes relatées au long de notre article, confèrent la vie et l'assurance à une économie en récession que le retour à la croissance (positive) est possible comme le dit LUDWIZ VON MISES : « la récession est une phase inévitable de rééquilibrage avant que la croissance puisse reprendre ».

Ecrit par NGUNDA NTUALA,

Economiste en formation

**BIBLIOGRAPHIE**

1. <http://www.quebecoislibre.org/010317-8.htm>.
2. <http://financier.tyfrn.com/les-causes-de-la-recession-economique.htm>.
3. Encarta junior 2009
4. Notes-de-cours-d'economie-politique-macoéconomie-2017-2018, UPN
5. Livre\_Politique\_Economique\_G\_KAMELO 2 6. Economie Générale 2 IUTTC  
Montpellier 2016-2017
7. Licencemass-tri.1.